

HGGSP

Thème 5 – Objet de travail conclusif

Jalon 1, Cours p. 414 : État et religions : « sécularisme » et dimension politique de la religion

I. L'Inde, un État multiculturel et multireligieux

A. Une jeune démocratie fédérale

L'Inde est un jeune État démocratique. Le pays est issu de la **partition** de l'empire des Indes britanniques qui, le 15 août 1947, a également donné naissance au Pakistan occidental (désormais Pakistan) et au Pakistan oriental (Bangladesh depuis 1971). L'Inde est une république fédérale, démocratique, où s'affrontent de nombreux partis politiques nationaux et régionaux. L'alternance du pouvoir est fréquente depuis une vingtaine d'années entre le Parti du Congrès et le Parti du Peuple indien (BJP).

L'Inde est un État multiculturel. Le découpage administratif (28 États et 8 territoires) est organisé sur des bases culturelles et linguistiques : le bengali est parlé au Bengale, le tamoul au Tamil Nadu... La langue officielle de l'Inde est l'hindi, principalement parlée dans le nord du pays ; elle est accompagnée de 21 langues inscrites officiellement dans la Constitution, tandis que l'administration utilise l'anglais. L'Inde est une mosaïque culturelle et linguistique.

B. Une longue histoire de diversité religieuse

La civilisation indienne est marquée par différentes influences religieuses.

L'**hindouisme** est une religion spécifique à l'Inde. Elle trouve ses racines dans le monde indien il y a plus de quatre mille ans. Le **jaïnisme** et le **bouddhisme** s'y développent entre les X^e et V^e siècles avant notre ère. L'islam, importé par les marchands arabes puis par des tribus nomades en provenance d'Asie centrale (VIII^e-XII^e siècles), a donné naissance à une culture indo-persane et aux Empires moghols (XVI^e-XIX^e siècles). Le **sikhisme** est fondé au XV^e siècle dans le nord de l'Inde. Le christianisme s'est également développé avec la colonisation européenne (anglaise, portugaise, française...).

L'hindouisme est au cœur de la société indienne. Ses traits essentiels ont traversé les siècles et influencent les cultures et religions du pays. L'hindouisme est une religion polythéiste marquée par trois divinités principales : Brahmâ, Vishnu et Shiva. Le culte du dieu Ram se développe depuis la seconde moitié du XX^e siècle, en lien avec le **nationalisme** hindou. Ces dieux et déesses sont adorés dans d'innombrables temples. Pour les hindous, le but suprême de l'existence est d'échapper au cycle des réincarnations.

II. Le sécularisme indien : un modèle spécifique de laïcité

A. Un principe constitutionnel depuis 1976

L'Inde ne reconnaît aucune religion d'État. Bien que l'hindouisme soit la religion majoritaire, la liberté religieuse est garantie. Le droit pénal punit toute discrimination fondée sur l'appartenance religieuse. Depuis 1976, ce modèle est inscrit dans la Constitution sous le nom de « **sécularisme** ».

L'État indien a mis en place un modèle spécifique de laïcité. Celui-ci instaure des règles favorisant une cohabitation pacifique des diverses religions. Il ne s'agit pas de séparer État et religions, car il n'y a pas de distinction entre société civile et société religieuse. L'État garantit la paix et la tolérance entre les communautés.

B. Un modèle visant la cohabitation pacifique des religions

L'hindouisme n'impose aucune valeur commune. Il ne possède aucun clergé. Si ses principes instaurent un ordre et une morale, reposant sur des textes sacrés, une grande diversité de points de vue et de pratiques est acceptée. C'est une religion tolérante aux autres, offrant un cadre général à l'ensemble de la population, quels que soient les communautés et les cultes.

L'État reconnaît les spécificités des communautés religieuses, notamment par des lois civiles qui accordent aux minorités religieuses des aménagements concernant le mariage, le divorce ou l'héritage. Les pratiques de l'hindouisme sont très diversifiées. La multiplicité des dieux et des lieux de culte favorise de multiples formes de **synchrétisme**, fortement ancrées dans les habitudes populaires.

III. Les défis du modèle séculier indien

A. La persistance des divisions socioreligieuses

L'hindouisme place les individus, dès leur naissance, dans des castes. Ces groupes endogames (obligation de mariage au sein d'un même groupe) et identitaires, appelés jati, sont innombrables et regroupés selon leur degré de pureté en quatre grandes catégories, les **varnas**. Les populations dites « in- touchables », aujourd'hui nommées dalits (les « exploités »), sont hors castes.

Ce système hiérarchique segmente l'ensemble de la société. Cette organisation sociale liée à l'hindouisme affecte également les populations non hindoues, excepté les populations tribales (les Adivasis) : les musulmans, les sikhs, les chrétiens s'inscrivent eux aussi dans des systèmes hiérarchisés. Les populations tribales se situent dans les marges de la société.

B. La montée des fondamentalismes depuis les années 1990

Le sécularisme indien est remis en cause depuis les années 1990. Les fondamentalistes hindous défendent une vision politique de l'hindouisme et cherchent à imposer le principe d'**hindouïté**. Ils désirent ainsi voir abolir toute spécificité accordée aux non-hindous et établir certaines valeurs de l'hindouisme comme culture nationale. Parallèlement, un fondamentalisme musulman se développe dans un contexte de fortes tensions géopolitiques régionales (nationalisme pakistanais, talibans en Afghanistan...).

Les partis politiques défendant le sécularisme sont aujourd'hui affaiblis. Les élus de quelques États de la fédération, et parfois certains tribunaux, tendent à ne plus respecter l'équilibre entre les communautés, au détriment des minorités. Les principes républicains de l'égalité entre citoyens sont de plus en plus souvent remis en cause.

Jalon 1, Étude p. 416 : Sécularisme et dimension politique de la religion en Inde

Doc 1 p. 416 : Aux origines du sécularisme indien

Contrairement à la controverse entre l'Église et l'État qui a défini la toile de fond de la sécularisation en Occident, l'Inde n'avait pas d'Église établie, de sorte que la sécularisation à l'occidentale mettant en avant la religion et la politique comme deux domaines distincts et séparés n'a pas constitué un cadre d'analyse pertinent pour les pères fondateurs¹ qui rédigeaient une constitution écrite entre 1946 et 1949.

Confrontés aux affres de la partition établie sur la religion en 1947, les auteurs de la constitution ont conçu une stratégie éloignée des modèles occidentaux et orientaux en plaçant l'État au-dessus de la religion. Alors que le Pakistan nouvellement créé [à partir de l'Inde] s'est proclamé État islamique en 1947, l'Inde a refusé de se laisser influencer par les inclinations religieuses en se déclarant État hindou, bien que les hindous constituaient 84 % de sa population au moment de l'indépendance.

Les pères fondateurs ont délibérément évité de déclarer l'Inde comme État hindou dans le préambule de la Constitution, car le poids démographique de cette composante de la population suggérait déjà cette particularité de l'État. [...] Le préambule décrit l'État comme « souverain, démocratique et républicain » sans mentionner spécifiquement le caractère séculier ou la sécularisation dans aucune des parties de la Constitution. [...]

Les pères fondateurs ont souligné la nature séculière de l'État indien en définissant les caractéristiques suivantes :

a) Respect des religions.

- b) Absence de religion d'État.
- c) Promotion de toutes les religions.

Sunil K. Choudhary, « L'Inde : une approche positive de la sécularisation »,
Observatoire international du religieux, décembre 2023.

1. Comme Ambedkar ou Nehru.

Doc 5 p. 417 : L'Inde et la question hindoue

Le concept de l'*hindutva*, idéologie nationaliste hindoue, est au cœur des élections générales qui se déroulent dans le pays jusqu'au 1^{er} juin. Née avant l'indépendance en 1947, cette idéologie religieuse extrémiste a progressivement conquis le pouvoir politique.

[...] L'omniprésence de la religion hindoue jusque dans les plus hautes sphères de la politique indienne et la volonté d'établir une hégémonie hindoue au mépris des minorités religieuses portent un nom : l'*hindutva*. [...]

Bien qu'utilisé dès la fin du XIX^e siècle, le terme « *hindutva* », issu du sanskrit, prend ses racines modernes dans un ouvrage de Vinayak Damodar Savarkar paru en 1922 : *Hindutva, who is a hindu? (Hindutva, qui est hindou ?)*. Ce livre a posé les fondements du nationalisme hindou.

Les penseurs de l'*hindutva* ont développé leur idéologie dans un contexte de lutte contre la colonisation britannique et contre l'occidentalisation de la société hindoue. Leurs combats se centrent autour de revendications religieuses et sociétales. [...]

C'est au sein de ce mouvement qu'a été formé Narendra Modi, premier ministre de l'Inde depuis 2014, et c'est de lui qu'il émergera en tant que figure politique majeure, des années plus tard. [...]

Célestin de Séguier, *La Croix*, 30 avril 2024.

Jalon 2 et 3, Cours p. 418 : La mosaïque religieuse indienne : proximité et tensions

I. Une diversité religieuse héritée d'une longue histoire

A. L'hindouisme, religion majoritaire mais plurielle

La population hindoue représente la majorité en Inde. Selon les dernières estimations de 2021, elle constitue 79,5 % de la population, soit environ 1,1 milliard de personnes. Elle est présente dans l'ensemble du pays mais est particulièrement importante dans les États du Nord, du Bihar au Gujarat, en passant par l'Uttar Pradesh et le Madhya Pradesh.

Les populations hindoues sont également dispersées dans le monde.

L'hindouisme s'est propagé à la faveur des nombreux courants migratoires depuis plusieurs siècles. Des communautés hindoues sont aujourd'hui installées à Bali (Indonésie), dans l'océan Indien (île Maurice, La Réunion), en Afrique du Sud et dans les métropoles des mondes développés (Londres, New York...).

B. Des minorités religieuses fortement différenciées

L'islam est la deuxième religion du pays. Les musulmans, en majorité sunnites, représentent environ 14,2 % de la population indienne, soit environ 200 millions de personnes en 2021. Ils sont principalement présents dans le nord du pays (Cachemire), dans la vallée du Gange (Uttar Pradesh) et au Kerala (Sud). Leur nombre augmente en raison d'une fécondité plus importante que celles des autres communautés religieuses.

Les autres religions sont très minoritaires. Le christianisme (2,3 % de la population, 32 millions de personnes), le sikhisme (1,7 %, 24 millions), le bouddhisme (0,7 %, 9,8 millions) et le jaïnisme (0,4 %, 5,6 millions) constituent des communautés ultra-minoritaires bien que parfois très concentrées géographiquement (les sikhs au Punjab, les chrétiens dans les États du Nord-Est). D'autres religions très minoritaires existent encore, comme le **zoroastrisme** ou des **cultes animistes** tribaux.

II. La politisation croissante du fait religieux

A. Transformation des pratiques religieuses

Une transformation des pratiques religieuses accompagne le développement économique et social. Les rituels quotidiens, pratiqués dans les foyers ou dans les temples de quartier, perdent de l'importance. En revanche, de grands temples somptueux sont construits dans les villes, ainsi que d'immenses statues des divinités. Certains **gourous** deviennent célèbres sur des chaînes de télévision spécialisées. Internet se remplit de sites véhiculant des messages religieux.

L'importance des grands événements religieux s'accroît. Les pèlerinages se multiplient et attirent des foules de **dévots** qui contribuent à l'enrichissement (dons en argent) de très nombreux temples et lieux saints. Les grandes célébrations de l'hindouisme réunissent régulièrement des millions de personnes. La Kumbh Mela de 2019 à Prayagraj (anciennement Allahabad) a attiré environ 150 millions de pèlerins, un record.

B. La montée des fondamentalismes

Les courants fondamentalistes se développent au sein de toutes les religions.

Toutes les communautés voient des groupes se constituer, prônant une vision radicalisée de leur croyance. Présent dès la création de la nation indienne, le fondamentalisme hindou apparaît le plus dangereux pour les valeurs démocratiques du fait de la domination numérique de cette religion. Depuis 2017, l'Uttar Pradesh, l'un des plus grands États indiens, est dirigé par un moine extrémiste, Yogi Adityanath.

L'hindouisme est instrumentalisé politiquement. Les fondamentalistes hindous participent aujourd'hui au pouvoir et ont un rôle majeur dans le nationalisme hindou prôné par le BJP, au pouvoir depuis 2014. Ils développent une idéologie radicale en imposant les valeurs de l'hindouisme et en interdisant, par exemple, l'abattage des vaches. Ces mesures remettent en cause les fondements laïques de la nation. L'affirmation de l'hindouisme dans le champ politique tend à réduire la liberté des minorités.

III. Des tensions intercommunautaires persistantes

A. Le danger de la marginalisation des minorités religieuses

L'Inde contemporaine a toujours connu des tensions importantes. Aux terribles violences interreligieuses de la **partition** des Indes britanniques (1947), ont succédé conflits de castes, luttes sociales, protestations régionalistes ou même revendications indépendantistes (Sikhs du Punjab). Toutes les communautés sont aujourd'hui concernées par les violences.

Les trois dernières décennies ont vu la montée de conflits

intercommunautaires. À partir de la destruction, en 1992, d'une mosquée à

Ayodhya (Uttar Pradesh) par des fondamentalistes hindous, les violences entre communautés religieuses se sont multipliées. Des **pogroms** ont eu lieu à Ahmedabad (2002) ou à Mumbai (1993). Plus récemment, les émeutes de Delhi en 2020 ont fait 53 morts, principalement des musulmans. En 2022, des violences intercommunautaires ont éclaté dans plusieurs États, notamment au Rajasthan et au Gujarat.

B. L'espoir dans la solidité des institutions

Malgré les tensions, la démocratie indienne demeure solide. Elle permet à l'alternance politique d'exister, à tous les niveaux des institutions (national, régional, local). La « plus grande démocratie au monde » permet encore une représentation équitable entre les communautés et la Constitution de l'État indien séculier protège encore les minorités religieuses. Ainsi 15 % des sièges au Parlement sont réservés aux basses castes et aux dalits. Toutefois, début 2024, une nouvelle loi introduit un critère religieux dans l'obtention de la nationalité pour les étrangers, remettant en cause les principes sécularistes de l'État.

L'Inde résiste aux violences terroristes récurrentes. Les plus graves furent l'assaut du Parlement par des terroristes en décembre 2001 et surtout l'opération meurtrière conduite à Mumbai en novembre 2008 par un commando de dix fondamentalistes islamiques, venus du Pakistan, qui a fait 166 morts et plus de 300 blessés. Ces attaques, qui ont profondément choqué les populations, n'ont pas entraîné d'émeutes intercommunautaires, mais la tension monte entre les deux États voisins, le Pakistan et l'Inde. En 2019, le gouvernement indien a abrogé l'article 370 de la Constitution, retirant le statut spécial du Jammu-et-Cachemire, ce qui a exacerbé davantage ces tensions.

Jalon 2, Étude p. 420 : Les minorités religieuses en Inde

Doc 2 p. 420 : l'hindouisme, une notion très large

Qu'est-ce que l'hindouisme ? Est-ce une religion ? Une culture ? Quand a-t-on commencé à parler d'hindouisme ?

Bien qu'il n'existe pas vraiment de terme équivalent à celui de « religion » dans les langues indiennes, l'hindouisme est aujourd'hui considéré comme tel par les hindous. Il s'agit néanmoins d'une religion très diversifiée, résultant du contact entre des héritages millénaires puisés dans le védisme, un système rituel ancien centré sur le corpus des Veda [textes religieux millénaires], et une multitude de traditions locales, régionales et communautaires, rassemblées autour du système des castes, du polythéisme et, souvent, du culte des saints. En raison de cette diversité, le sentiment d'appartenance à une même religion, que l'on observe aujourd'hui, ne s'est vraiment diffusé qu'au cours du XX^e siècle, d'abord au sein des élites urbaines, à mesure qu'elles développèrent leur conscience politique d'appartenir à une « communauté hindoue », englobant même les castes de très bas statut jusqu'alors exclues de l'identité religieuse des castes dites « supérieures ». [...]

En outre, de nombreux hindous se rendent dans des lieux de culte d'autres communautés religieuses, notamment dans des églises ou des sanctuaires érigés autour de tombeaux de saints soufis, afin de résoudre divers problèmes personnels. Tout cela atteste de l'importance du contact et de la relation à l'autre dans l'hindouisme et ses pratiques.

Interview de Pierre-Yves Trouillet, spécialiste de l'hindouisme, géographe et chercheur au CNRS, *Le Monde*, juin 2024.

Doc 4 p. 421 : La marginalisation des minorités religieuses

Jeudi 15 août, le premier ministre indien a fait, de nouveau, la promotion de son projet de « code civil laïc ». Cette proposition, portée par Narendra Modi depuis plus de 10 ans, inquiète les minorités religieuses et les progressistes en Inde. Ils craignent une uniformisation du droit au profit des hindous et une réduction de leur liberté religieuse. [...]

Aujourd'hui, le droit pénal s'impose à tous les citoyens, mais les règles régissant le mariage, le divorce, la succession, la tutelle ou l'adoption, sont régies par les communautés religieuses ou tribales. Hindous, musulmans, chrétiens, parsis, mais aussi les nombreuses tribus disposent de leurs propres règles et coutumes en ces matières. [...]

Le « code civil laïc » se met déjà en place dans certains États indiens dirigés par le BJP depuis plusieurs années. L'État de l'Uttarakhand a adopté une codification unique en février 2024. Celui-ci s'inspire fortement des règles hindoues et marginalise les règles musulmanes. [...]

Dans les discours officiels du BJP, l'uniformisation du droit est présentée comme une façon de rendre le pays plus égalitaire entre les religions. Or, ce projet vise à priver les minorités religieuses de leurs lois personnelles. Une révolution d'autant plus importante que l'Inde s'est construite comme une nation laïque sans religion d'État, contrairement au Bangladesh ou au Pakistan.

Aurélien Vurli, *La Croix*, 20 août 2024.

Jalon 3, Étude p. 422 : Des enjeux géopolitiques : l'Inde et le Pakistan

Doc 1 p. 422 : L'Inde et le Pakistan, proches et opposés

Une semaine après les frappes aériennes qui ont marqué le point paroxystique des tensions entre l'Inde et le Pakistan, reconstituer l'enchaînement des faits n'est pas chose aisée tant les sources disponibles se contredisent. Tout commence le 14 février dernier lorsqu'un kamikaze de 20 ans, Adil Ahmad Dar, tue 40 soldats indiens à Pulwama (Jammu et Cachemire) en projetant contre leurs véhicules une voiture bourrée d'explosifs. Cet attentat est aussitôt revendiqué par Jaish-e-Mohammed (JeM), un mouvement djihadiste basé au Pakistan que l'ONU a inscrit sur la liste des groupes terroristes dès 2001.

En réaction, des Mirages 2 000 indiens visent un camp d'entraînement de JeM à Balakot, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa où, d'après les autorités pakistanaïses, seuls des arbres auraient été abattus. Néanmoins, le lendemain, des avions pakistanaïses frappent – sans faire de victimes – au Cachemire indien et abattent, côté pakistanaïse, un MIG 21 indien qui les avait pris en chasse. Le pilote est fait prisonnier, ce qui suscite une immense émotion côté indien. Il sera libéré quelques jours plus tard par le gouvernement d'Imran Khan, qui dit ainsi faire un signe d'apaisement.

Christian Jaffrelot, enseignant à Sciences Po, « Les 7 leçons à retenir de la crise indo-pakistanaïse », *Institut Montaigne*, 2019.

Doc 4 p. 423 : Les relations tumultueuses entre Inde et Pakistan

Dans les deux pays, la fin de la guerre froide n'a pas entraîné une évolution de perception du voisin, jusqu'à aujourd'hui. L'Inde aspire toujours à être la puissance dominante en Asie du Sud, condition sine qua non pour être reconnue, à terme, comme une grande puissance. Et l'approche sécuritaire pakistanaise continue de voir cette ambition comme une négation de son propre droit à l'indépendance, voire de son droit à l'existence. [...]

Cette opposition classique entre États voisins et rivaux est renforcée par l'exacerbation des approches identitaires et par la dispute territoriale autour du Cachemire. On peut remarquer qu'aujourd'hui l'Inde et le Pakistan considèrent le territoire cachemiri comme occupé illégalement par l'autre. [...] Certes, pendant la période 2020-2022, quelques éléments ont pu faire espérer une détente : en mai 2020, le Pakistan n'a pas profité des tensions à la frontière sino-indienne pour créer des difficultés pour New Delhi au Cachemire. En février 2021, les armées indienne et pakistanaise ont renouvelé le cessez-le-feu ayant apaisé la « ligne de contrôle » divisant le Cachemire entre les deux pays. [...]

Il semblerait qu'un discours intransigeant face à Islamabad soit le choix du gouvernement Modi, pour faire oublier au public indien qu'à la frontière sino-indienne, depuis 2020, il aurait perdu jusqu'à 1 000 km² au profit de Pékin. À New Delhi aujourd'hui, la Chine est considérée comme un authentique adversaire. En comparaison, le Pakistan constitue une nuisance assez importante pour susciter l'élan patriotique des électeurs, sans pour autant être considéré comme le danger sécuritaire principal.

Didier Chaudet, spécialiste de la géopolitique d'Asie du Sud-Est, « Inde-Pakistan : une détente impossible ? », *RAMSES 2024*, Dunod, 2023.

Points de vue p. 424 : Basses castes, Dalits et tribaux, une ascension en trompe-l'œil ?

Doc 3 p. 424 : De fortes inégalités sociales

Concernant les inégalités sociales, si on se fonde sur un critère de revenu, en 2011-2015, l'espérance de vie à la naissance était de 65,1 ans pour le quintile le plus pauvre des ménages, contre 72,7 ans pour le quintile le plus riche (Asaria & al., 2019). Dans le même ordre d'idée, une femme de caste supérieure vit en moyenne 15 ans de plus qu'une femme dalit (Basu, 2020), et la mortalité infantile reste plus élevée au sein des castes inférieures (45,2 ‰) et des populations tribales (44,4 ‰), la moyenne nationale étant quant à elle de 40,7 ‰. Ce qui retient également l'attention, c'est le faible écart d'espérance de vie entre les hommes et les femmes, celle-ci étant respectivement de 67,8 et 70,4 ans en 2013-2017. En effet, dans un modèle classique de mortalité, cet écart, à la faveur des femmes, devrait être largement supérieur à 2 années. Cela tient ici aux fortes inégalités de genre qui subsistent en Inde et qui se traduisent par une vulnérabilité de la santé des femmes tout au long de leur vie (moins d'attention durant l'enfance, recours aux soins plus contraint, grossesses insuffisamment suivies, lourde charge de travail...).

D'après Virginie Chasles, professeure de géographie, université Jean-Monnet de Saint-Étienne, *Géoconfluences*, 2022.

Doc 4 p. 425 : « En Inde, une révolution des basses castes est en marche »

En juin 2024, N. Modi remporte les élections législatives pour la troisième fois, mais le BJP perd la majorité absolue et le Parti du Congrès progresse.

[...] Si les résultats électoraux du Parti du Congrès dépassent toute attente, c'est parce qu'il s'est enfin saisi des préoccupations de la population : les inégalités socio-économiques et le système de castes – dans une certaine mesure du moins. Le manifeste quasi révolutionnaire de Rahul Gandhi et du Parti du Congrès parle le langage des mouvements égalitaires inspirés par le leader intouchable Bhimrao Ambedkar, père de la Constitution indienne : il appelle à organiser un recensement socio-économique des castes et à faire passer les basses castes, majoritaires (soit 90 % de la population), avant les hautes castes, minoritaires (10 % de la population). [...]

Tribune de Divya Dwivedi et Shaj Mohan, philosophes, *Le Monde*, 14 juin 2024.

Synthèse p. 426

I. L'Inde, un État séculier aux multiples visages religieux

L'Inde est un État-civilisation. Son histoire plurimillénaire a été marquée par l'influence de plusieurs cultures et religions. L'hindouisme est la religion la plus ancienne (plus de 4 000 ans), mais le jaïnisme, le bouddhisme, l'islam, le sikhisme et le christianisme ont tous laissé leur empreinte dans cet État multiculturel et jouent un rôle fondamental dans une société marquée par une forte spiritualité.

Le sécularisme est un modèle spécifique de laïcité. La Constitution adoptée en 1950 après sa rédaction par le Dr Ambedkar fait du sécularisme un principe fondamental (le terme intègre formellement la Constitution en 1976). Il n'y a pas de religion officielle, mais l'État garantit la liberté religieuse et organise la coexistence pacifique entre toutes les religions. Il reconnaît les spécificités de chacune et veille à ce que les lois ne soient pas influencées par la religion. La Cour suprême est garante du bon respect de ces règles.

L'hindouisme est la religion majoritaire (environ 80 % de la population, soit plus d'un milliard de personnes). L'Inde est aussi un pays multiconfessionnel : les religions minoritaires (islam, christianisme, bouddhisme, sikhisme, jaïnisme) représentent 20 % de la population. C'est le troisième pays comptant le plus de musulmans (près de 200 millions) après l'Indonésie et le Pakistan.

II. Une société structurée par les castes et traversée par des tensions religieuses

Le système de castes, lié à l'hindouisme, organise hiérarchiquement la société.

Les varnas représentent l'organisation en 5 grands groupes reflétant l'ordre cosmique : Brahmanes (prêtres), Kshatriya (guerriers), Vaisya (commerçants), Shûdras (serviteurs) et Dalits (hors castes, traditionnellement affectés à des fonctions jugées impures). Ces distinctions ne reflètent qu'imparfaitement l'ordre social actuel, également basé sur des catégories économiques et sociales. La Constitution n'abolit pas les castes mais interdit la discrimination basée sur ce système.

Le nationalisme hindou s'affirme depuis quelques décennies. Le principe d'hindouïté (hindutva) est de plus en plus mis en avant. Les valeurs de l'hindouisme sont défendues notamment par le Parti du peuple indien (BJP), nationaliste et conservateur, qui promeut l'idée d'une Inde hindoue au mépris des droits des minorités religieuses. Pour y parvenir, le BJP tente de faire oublier les antagonismes de castes ou sociaux au profit des tensions religieuses.

Le sécularisme indien est de plus en plus fragilisé. Depuis 2014, sous le gouvernement de Narendra Modi, de nombreux observateurs considèrent que l'Inde évolue vers une « démocratie ethnique », fondée sur la domination de la majorité hindoue et la marginalisation des groupes minoritaires comme les musulmans ou les chrétiens. Les violences contre ces minorités se sont multipliées depuis les années 1990. Le gouvernement s'emploie à changer la loi et la Constitution, profitant de l'affaiblissement des partis laïcs comme le Parti du Congrès. La Cour Suprême joue de moins en moins son rôle de gardienne de la Constitution et du sécularisme.

III. Les enjeux géopolitiques : l'Inde et le Pakistan

Les tensions religieuses entre l'Inde et le Pakistan, nées de la partition de 1947, se cristallisent autour du Cachemire. Cette région à majorité musulmane est revendiquée par les deux pays, entraînant plusieurs guerres (1947-1949, 1965, 1971, 1999). Le conflit a une forte dimension identitaire : le Pakistan souhaite « réunir » les musulmans du sous-continent, tandis que l'Inde défend son modèle multiculturel.

Les enjeux dépassent le cadre religieux. Le contrôle des ressources en eau du Cachemire est crucial pour les deux pays, menaçant l'accord de partage des eaux de l'Indus (1960). Le conflit s'inscrit aussi dans un jeu d'alliances régionales : la Chine se rapproche du Pakistan, notamment via le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) passant par le Cachemire, tandis que l'Inde se tourne vers les États-Unis.

Les tensions se sont exacerbées ces dernières années. Le gouvernement Modi a pris des mesures controversées, comme la révocation de l'autonomie du Cachemire en 2019. Les attentats, comme celui de Pulwama en 2019 (40 morts), ravivent régulièrement les tensions. La gestion du pluralisme religieux en Inde a ainsi des implications géopolitiques majeures, influençant les relations du pays avec ses voisins et son positionnement sur la scène internationale.